



AGROBIOSCIENCES

Centre européen de médiation et d'analyse prospective

Agroforesterie moderne en France : les verrous culturels, économiques et agronomiques

Note pour l'éclairage de la décision publique. Janvier 2015

Une pratique qui peine à prendre...

Bien des espoirs sont fondés actuellement sur l'association entre les arbres d'un côté, les cultures ou les pâtures de l'autre. Une articulation qui présente de nombreux avantages aux plans économique, agronomique et environnemental, s'inscrivant pleinement dans la transition énergétique et la promotion de l'agroécologie. Aussi, depuis quelques années, colloques, journées d'information et séminaires portant sur l'agroforesterie se multiplient-ils, sans oublier de nombreux travaux de recherche.

Reste qu'aujourd'hui, malgré la volonté gouvernementale, les messages prometteurs et les mesures de soutien accordées sous certaines conditions par l'UE et les régions, l'agroforesterie ne « décolle » pas :

-La forêt paysanne ne cesse de décliner au point que la France a la forêt la moins paysanne d'Europe. Actuellement, la surface forestière détenue par des agriculteurs ne représente que 10 à 20% de la forêt française.

-Les agriculteurs pratiquant l'agroforesterie demeurent très minoritaires. Et, selon un récent sondage de la France Agricole auprès de ses abonnés (juillet 2014, près de 75 % des internautes ayant répondu estiment que l'agroforesterie ne constitue pas une voie de développement intéressante pour les exploitations agricoles. Seuls 8 % des internautes affichent une franche adhésion.

-En termes de surfaces, l'agroforesterie traditionnelle (noyers, peupliers, oliviers..) couvrirait à ce jour 170 000 hectares, avec une majorité de prés-vergers. L'agroforesterie de nouvelle génération, dite « moderne » compterait, elle, environ 10 000 hectares de parcelles plantées.

C'est à partir de ces constats que la Mission Agrobiosciences, en partenariat avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Toulouse, a organisé une table ronde ¹ qui a permis d'instruire notamment les facteurs limitants à différents niveaux : économiques, agronomiques et culturels.

▪ Des verrous culturels

- La force des représentations : la forêt a longtemps désigné un espace qui n'était pas « approprié » : relevant de l'espace sauvage et de la nature, elle s'oppose à l'espace cultivé. Une vision qui perdure...

- Le poids de l'histoire : à partir du 19^{ème} siècle, le fossé se creuse entre les forestiers étatistes et les agriculteurs (à l'exception de la mouvance leplaysienne², reprise principalement dans les pays du Sud). Criminalisation des pratiques paysannes en forêt, multiplication des conflits en zones de montagne (guerres des Demoiselles).

- Un effet générationnel : d'une part l'arbre hors forêt devient ennemi de la modernisation de l'agriculture après-guerre (mécanisation et remembrement). Replanter, c'est pour certains, revenir en arrière. D'autre part, les reboisements encouragés par le Fonds forestiers, souvent conduits alors par des agriculteurs à la retraite sur des terres ingrates, ont privilégié les résineux, mal perçus par les cultivateurs.

- Enfin, notons une hostilité ancienne à l'égard de l'arbre en raison de l'ombre portée sur les cultures.

▪ Des verrous économiques et agronomiques

Certes, les agriculteurs qui ont adopté une pratique forestière y voient d'abord un intérêt économique, mais à long terme, à travers la constitution d'un patrimoine à partir d'arbres précieux. De même, il convient de noter que les aides de la PAC en la matière ont été renforcées. Toutefois, plusieurs points sont à mettre en balance :

- **Productivité de la parcelle plantée : une baisse de 2 à 3%, compensée... ou pas.** Une baisse due aux surfaces occupées par les arbres, notamment en linéaire. Selon le point de vue, on peut considérer que cette baisse est mineure et compensée par d'autres phénomènes (valorisation du bois précieux), ou qu'elle est, au contraire, dissuasive en termes de marge brute annuelle. Le choix de l'essence, la possibilité de valoriser la biomasse ligneuse et la présence à proximité d'une scierie à même de traiter ces billes conditionnent donc largement le « calcul ». Sans

¹ Agriculture et forêt : à l'orée de nouvelles relations ? 25 novembre 2014, à l'Ensaf. Avec Pierre-Marie Aubert, ingénieur forestier et docteur en sciences sociales de l'environnement ; Andrée Corvol-Dessert, historienne, directrice de recherche CNRS, présidente du Groupe d'Histoire des forêts françaises ; Jean-Pierre Sarthou, ingénieur agronome UMR Agri.

² L'Ecole de Leplay en sociologie a suscité une nouvelle approche, celle de la foresterie sociale, prônant la gestion des ressources notamment forestières par les populations locales.

oublier qu'une mode chassant l'autre (bois blancs, bois roux..), tel bois précieux très demandé à la plantation peut, cinquante ans après, être supplanté par d'autres essences.

- Temps de travail : l'arbre perçu comme une entrave à la réalisation des travaux agricoles ...

- Interactions avec les cultures : pas si simple... Malgré des avantages reconnus (stockage du carbone, baisse de l'évapotranspiration, hausse du taux d'hygrométrie, réservoir pour la biodiversité, racines des cultures davantage mycorhizées...), les agriculteurs craignent une concurrence hydrique, minérale et en termes d'ensoleillement ; laquelle peut effectivement s'instaurer entre arbres et cultures dans certaines conditions - arbres trop nombreux à l'hectare, écartements des lignes trop faible, mauvaise orientation des lignes – et selon les caractéristiques du sol. Car si le sol est peu profond (80 cm à 1 mètre), ce qui est fréquent, et en l'absence de nappe phréatique, les racines de l'arbre se développent latéralement et non en-dessous des racines des cultures.

Avec ce paradoxe : les techniques simplifiées du sol, voire d'arrêt du travail du sol, qui entrent pleinement dans les pratiques agroécologiques, laissent se développer les racines de l'arbre en direction des cultures, là où elles sont habituellement coupées par le labour. Dans des sols peu profonds, non-labour et agroforesterie peuvent donc être antinomiques...

Autant de verrous, relevant pour les uns de représentations, pour les autres de réalités, qui font dire à certains connaisseurs que l'agroforesterie, malgré d'indéniables avantages, notamment pour le stockage du carbone et l'amélioration des qualités agronomiques des sols, ne se développera en France que de manière limitée, et de façon peu homogène sur le territoire.

Des freins qu'il convient de prendre en compte, de mieux analyser et de mettre en débat, pour adapter les messages des pouvoirs publics à une réalité de terrain parmi d'autres.

Précision d'importance : pour la Mission Agrobiosciences, ces constats appellent aussi, plus que jamais, la poursuite des mesures de soutien, des dispositifs d'information ainsi que des travaux de recherche pour améliorer les connaissances...